



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

## Situation Mensuelle de l'Etat



Novembre 2017





**DF** DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -84,75 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin novembre 2017 s'élève à -84,75 Md€ contre -94,58 Md€ à fin novembre 2016 à périmètre constant. Ce solde s'explique par une hausse des dépenses nettes de

11,69 Md€, une augmentation des recettes nettes de 18,18 Md€ et une amélioration du solde des comptes spéciaux de 3,35 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 298,63 Md€

### Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,12 Md€, dont 2,84 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,83 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 2,83 Md€, dont 1,65 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,61 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,68 Md€, partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,91 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,71 Md€ ;

Les dépenses nettes à fin novembre 2017 s'élèvent à 298,63 Md€ contre 286,94 Md€ à fin novembre 2016 à périmètre constant. Cette évolution (+11,69 Md€) résulte notamment des hausses des dépenses de personnel (+3,95 Md€, conformément à la hausse des prévisions), de fonctionnement (+4,01 Md€, principalement au titre des programmes « Développement des entreprises et du tourisme »,

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,45 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,93 Md€) ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 1,39 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,71 Md€) ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,12 Md€, majoritairement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (0,60 Md€).

« Préparation et emploi des forces » et « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ») et d'intervention (+2,75 Md€ principalement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » et « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières »).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 223,87 Md€

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

TVA : 12,78 Md€ ;

IR : 4,11 Md€ ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,22 Md€, dont 0,92 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,44 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

**Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,38 Md€ ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,69 Md€, dont -2,25 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -1,51 Md€ au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,48 Md€ ;

**IS** : -1,13 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de -1,88 Md€).

\* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



## Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 266,82 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin novembre 2017 s'élèvent à 266,82 Md€ contre 253,73 Md€ à fin novembre 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+13,09 Md€) s'explique notamment par les hausses des recettes de TVA nette pour 6,36 Md€, des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 6,27 Md€

(montant essentiellement lié à la hausse des autres taxes intérieures, notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), et d'IR net pour 0,93 Md€.

Cette augmentation est partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-4,53 Md€).

## Recettes non fiscales : 9,95 Md€

Les recettes non fiscales à fin novembre 2017 s'élèvent à 9,95 Md€ contre 9,21 Md€ à fin novembre 2016.

Cette évolution contenue (+0,74 Md€) est toutefois marquée par une augmentation des dividendes et recettes assimilées pour 2,67 Md€, due aux produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en hausse (+2,69 Md€), compensée par la diminution des produits du domaine de l'Etat de

0,74 Md€ (principalement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques), la réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,67 Md€ (principalement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence) et la baisse des remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières à hauteur de 0,44 Md€ (en particulier, les intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers).

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -56,64 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -56,64 Md€ à fin novembre 2017 contre -60,62 Md€ à fin novembre 2016. Cette évolution (+3,98 Md€)

s'explique notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+3,05 Md€) et de l'Union européenne (+0,94 Md€).

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -9,98 Md€

### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,54 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 7,96 Md€ (notamment en raison de l'échéance de taxe d'habitation au 15 novembre).

Des dépenses sont constatées au compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » pour 1,47 Md€ (essentiellement au titre des intérêts des OAT à taux fixes) et au compte « **Transition énergétique** » pour

0,67 Md€ (montant essentiellement lié au soutien aux producteurs d'énergies renouvelables électriques).

Des recettes sont enregistrées au compte « **Participations financières de l'Etat** » pour 1,21 Md€ (en raison de la cession de titres Renault) et au compte « **Avances à l'audiovisuel public** » pour 1,07 Md€ (au titre de l'échéance de contribution à l'audiovisuel public au 15 novembre).

A fin novembre 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -9,98 Md€ contre -13,33 Md€ à fin novembre 2016.

Cette évolution (+3,35 Md€) s'explique essentiellement par l'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,77 Md€, notamment en raison des recettes au compte « Soutien financier au

commerce extérieur ») compensée par une légère baisse des comptes de concours financiers (-0,29 Md€, avec notamment le compte « Avances aux collectivités territoriales » en baisse de -4,60 Md€ et le compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » en hausse de 4,45 Md€).

## Dette financière de l'Etat au 30 novembre : 1 696,10 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 103,28 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 0,85 Md€).

Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Mois	Cumul à fin novembre		Renvoi Page
	Novembre	2017	2016 retraité 2016 exécuté	
unité : million d'€.				
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-7 610	-84 745	-94 575 -93 324	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 760	298 631	286 935 285 017	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	14 253	223 865	205 691 205 024	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 108	69 429	68 496 68 494	
- IS *	-1 132	16 584	16 678 16 678	
- TVA	12 783	138 721	132 357 132 231	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-1 103	-9 980	-13 331 -13 331	15
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 387	110 741		16
Dette financière de l'Etat	5 992	1 696 098		17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin novembre		
	unité : million d'€. Novembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 684	116 707	112 755	112 790
Dépenses de fonctionnement	3 843	50 053	46 041	45 715
Charges de la dette de l'Etat	33	40 496	40 358	40 358
Dépenses d'investissement	737	10 042	9 449	9 449
Dépenses d'intervention	5 335	78 956	76 208	74 582
Dépenses d'opérations financières	128	1 384	1 136	1 136
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>20 760</b>	<b>298 631</b>	<b>286 935</b>	<b>285 017</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	18 825	266 820	253 733	253 097
Recettes non fiscales	1 235	9 947	9 214	9 214
Prélèvements sur recettes	-6 168	-56 635	-60 623	-60 654
Fonds de concours	360	3 733	3 367	3 367
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>14 253</b>	<b>223 865</b>	<b>205 691</b>	<b>205 024</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>20 420</b>	<b>280 500</b>	<b>266 314</b>	<b>265 678</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-6 507</b>	<b>-74 766</b>	<b>-81 244</b>	<b>-79 993</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	775	2 486	2 551	2 551
Solde des comptes de concours financiers	-435	-15 450	-15 155	-15 155
Solde des comptes de commerce	-1 430	2 944	-831	-831
Solde des comptes d'opérations monétaires	-83	-260	-10 244	-10 244
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>-1 103</b>	<b>-9 980</b>	<b>-13 331</b>	<b>-13 331</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-7 610</b>	<b>-84 745</b>	<b>-94 575</b>	<b>-93 324</b>



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>10 684</b>	<b>116 707</b>	<b>112 755</b>	<b>112 790</b>
Rémunérations d'activité	6 188	66 613	64 451	64 469
Cotisations et contributions sociales	4 432	49 470	47 621	47 638
Prestations sociales et allocations diverses	63	624	683	683
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>10 076</b>	<b>181 923</b>	<b>174 180</b>	<b>172 227</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>988</b>	<b>988</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>3 843</b>	<b>50 053</b>	<b>46 041</b>	<b>45 715</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 039	22 945	20 287	20 184
Subventions pour charges de service public	1 804	27 108	25 754	25 531
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>33</b>	<b>40 496</b>	<b>40 358</b>	<b>40 358</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	33	40 496	40 358	40 358
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>737</b>	<b>10 042</b>	<b>9 449</b>	<b>9 449</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	594	7 774	7 736	7 735
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	142	2 268	1 713	1 713
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>5 335</b>	<b>78 956</b>	<b>76 208</b>	<b>74 582</b>
Transferts aux ménages	1 194	37 875	35 548	36 537
Transferts aux entreprises	1 312	13 858	12 843	10 628
Transferts aux collectivités territoriales	739	7 007	6 345	6 218
Transferts aux autres collectivités	2 091	20 189	21 438	21 163
Appels en garantie	0	27	35	35
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>128</b>	<b>1 384</b>	<b>1 136</b>	<b>1 136</b>
Prêts et avances	2	280	59	59
Dotations en fonds propres	126	540	501	501
Dépenses de participations financières	0	564	576	576
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>20 760</b>	<b>298 631</b>	<b>286 935</b>	<b>285 017</b>





unité : million d'€	Mois de novembre		Cumul à fin novembre 2017		Cumul à fin novembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>210</b>	<b>235</b>	<b>2 720</b>	<b>2 662</b>	<b>3 060</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	173	185	1 713	1 662	1 919
Diplomatie culturelle et d'influence	14	26	657	656	672
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	25	349	343	326
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>282</b>	<b>333</b>	<b>2 775</b>	<b>2 708</b>	<b>2 480</b>
Administration territoriale	159	164	1 561	1 526	1 484
Vie politique, culturelle et associative	22	71	378	362	219
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	101	98	836	820	777
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>1 202</b>	<b>288</b>	<b>3 715</b>	<b>2 739</b>	<b>2 536</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	755
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	1 069	149	2 540	1 599	717
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	74	82	583	559	480
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	57	592	580	584
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>338</b>	<b>368</b>	<b>3 063</b>	<b>2 322</b>	<b>2 203</b>
Aide économique et financière au développement	17	107	1 558	895	804
Solidarité à l'égard des pays en développement	321	261	1 505	1 427	1 398
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>574</b>	<b>41</b>	<b>2 505</b>	<b>1 950</b>	<b>2 254</b>
Liens entre la Nation et son armée	6	3	35	29	30
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	561	30	2 375	1 835	2 136
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	8	8	94	86	88
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>57</b>	<b>61</b>	<b>584</b>	<b>589</b>	<b>568</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	39	43	346	353	342
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	19	196	194	186
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>221</b>	<b>449</b>	<b>2 745</b>	<b>2 624</b>	<b>2 522</b>
Patrimoines	74	184	861	788	767
Création	37	118	775	765	725
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	110	147	1 108	1 072	1 029
<b>DEFENSE</b>	<b>3 338</b>	<b>2 834</b>	<b>38 907</b>	<b>38 699</b>	<b>37 383</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	97	100	1 139	1 293	1 267
Préparation et emploi des forces	712	610	7 470	7 888	7 357
Soutien de la politique de la défense	1 834	1 648	20 472	20 483	19 925
Equiperment des forces	695	476	9 827	9 034	8 834
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>182</b>	<b>170</b>	<b>1 352</b>	<b>1 240</b>	<b>1 132</b>
Coordination du travail gouvernemental	74	84	563	555	454
Protection des droits et libertés	5	5	79	83	86
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	103	81	710	601	591
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>1 000</b>	<b>1 123</b>	<b>10 899</b>	<b>10 681</b>	<b>10 079</b>
Infrastructures et services de transports	542	604	4 356	4 067	3 910
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	17	17	166	148	140
Météorologie (1)	0	0	0	0	190
Paysages, eau et biodiversité	35	26	250	241	213
Expertise, information géographique et météorologie (2)	47	0	480	433	82
Prévention des risques	28	12	196	170	17
Energie, climat et après-mines	84	85	410	557	367
Service public de l'énergie	2	136	2 333	2 300	2 172
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	245	241	2 709	2 765	2 988



Mois de novembre	Cumul à fin novembre 2017		Cumul à fin novembre 2016 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>ECONOMIE</b>	<b>244</b>	<b>188</b>	<b>3 218</b>	<b>3 152</b>	<b>1 412</b>
Développement des entreprises et du tourisme	186	127	2 391	2 326	856
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	42	42	415	410	403
Stratégie économique et fiscale	16	20	412	416	153
<b>EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT</b>	<b>329</b>	<b>347</b>	<b>16 576</b>	<b>16 419</b>	<b>16 334</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	265	293	1 947	1 712	1 460
Aide à l'accès au logement	0	3	14 229	14 223	14 202
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	64	51	400	484	672
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>64</b>	<b>33</b>	<b>40 839</b>	<b>40 878</b>	<b>40 606</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	33	33	40 496	40 496	40 358
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	8	0	35	27	23
Epargne	23	0	97	74	121
Majoration de rentes	1	0	261	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	-50	163	103
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>6 241</b>	<b>6 118</b>	<b>64 624</b>	<b>64 424</b>	<b>61 884</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 832	1 831	19 764	19 760	18 696
Enseignement scolaire public du second degré	2 850	2 839	29 681	29 663	28 774
Vie de l'élève	551	460	4 899	4 769	4 489
Enseignement privé du premier et du second degrés	651	645	6 918	6 901	6 685
Soutien de la politique de l'éducation nationale	213	221	2 055	2 073	2 016
Enseignement technique agricole	144	122	1 309	1 258	1 223
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>860</b>	<b>870</b>	<b>10 017</b>	<b>9 974</b>	<b>9 827</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	661	677	7 356	7 350	7 286
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	61	44	1 099	1 061	863
Facilitation et sécurisation des échanges	123	126	1 394	1 389	1 404
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	105
Fonction publique	15	23	169	174	168
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>215</b>	<b>129</b>	<b>1 423</b>	<b>1 112</b>	<b>1 021</b>
Immigration et asile	194	103	1 235	927	799
Intégration et accès à la nationalité française	22	26	189	185	221
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)</b>	<b>350</b>	<b>0</b>	<b>3 530</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	0	0	950	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	880	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	350	0	1 700	0	0
<b>JUSTICE</b>	<b>607</b>	<b>731</b>	<b>8 220</b>	<b>7 569</b>	<b>7 340</b>
Justice judiciaire	269	294	2 996	3 014	2 978
Administration pénitentiaire	243	316	3 814	3 142	3 010
Protection judiciaire de la jeunesse	64	71	754	730	716
Accès au droit et à la justice	10	8	357	354	330
Conduite et pilotage de la politique de la justice	21	40	296	326	301
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>35</b>	<b>91</b>	<b>485</b>	<b>456</b>	<b>453</b>
Presse et médias (2)	21	14	219	202	174
Livre et industries culturelles	14	77	267	253	252
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	27
<b>OUTRE-MER</b>	<b>175</b>	<b>316</b>	<b>1 828</b>	<b>1 792</b>	<b>1 797</b>
Emploi outre-mer	24	183	1 168	1 162	1 210
Conditions de vie outre-mer	151	133	660	630	587



Mois de novembre	Cumul à fin novembre 2017		Cumul à fin novembre 2017 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>79</b>	<b>81</b>	<b>692</b>	<b>567</b>	<b>593</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	57	41	292	172	212
Interventions territoriales de l'Etat	4	8	39	44	30
Politique de la ville	18	32	361	351	351
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>988</b>
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>689</b>	<b>1 394</b>	<b>26 190</b>	<b>26 084</b>	<b>24 677</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	176	105	13 074	12 992	12 669
Vie étudiante	83	226	2 464	2 375	2 272
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	76	709	6 480	6 328	5 667
Recherche spatiale	59	130	1 453	1 387	1 165
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	50	3	1 447	1 724	1 500
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	220	78	688	697	833
Recherche duale (civile et militaire)	0	83	161	167	167
Recherche culturelle et culture scientifique	2	36	112	111	116
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	23	309	303	289
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>580</b>	<b>549</b>	<b>6 253</b>	<b>6 120</b>	<b>6 157</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	398	367	4 053	3 989	3 972
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	69	69	828	759	756
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	113	113	1 372	1 371	1 429
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>407</b>	<b>207</b>	<b>4 116</b>	<b>2 945</b>	<b>2 303</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	401	192	3 695	2 522	2 099
Concours spécifiques et administration	7	15	422	424	204
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>7 694</b>	<b>7 751</b>	<b>95 979</b>	<b>95 965</b>	<b>96 270</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	7 234	7 291	88 028	88 014	83 970
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	460	460	7 951	7 951	12 299
<b>SANTE</b>	<b>14</b>	<b>217</b>	<b>1 189</b>	<b>1 184</b>	<b>1 156</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	14	77	435	430	465
Protection maladie	0	141	755	755	691
<b>SECURITES</b>	<b>1 644</b>	<b>1 683</b>	<b>18 184</b>	<b>17 868</b>	<b>16 953</b>
Police nationale	935	909	9 535	9 421	8 960
Gendarmerie nationale	655	707	8 185	7 962	7 523
Sécurité et éducation routières	7	5	34	28	27
Sécurité civile	47	62	430	458	443
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>1 029</b>	<b>268</b>	<b>17 159</b>	<b>15 842</b>	<b>15 267</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	95	71	5 180	4 716	4 550
Handicap et dépendance	861	64	10 587	9 738	9 409
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	21	22	21
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72	132	1 371	1 366	1 288
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>12</b>	<b>184</b>	<b>780</b>	<b>776</b>	<b>600</b>
Sport	7	26	240	239	256
Jeunesse et vie associative	4	158	540	538	343
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>460</b>	<b>1 452</b>	<b>14 083</b>	<b>14 261</b>	<b>13 350</b>
Accès et retour à l'emploi	42	442	6 977	7 114	7 952
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	351	931	6 434	6 435	4 708
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	9	15	44	83	73
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	58	65	628	629	617
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>29 133</b>	<b>28 511</b>	<b>405 641</b>	<b>394 596</b>	<b>383 205</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>21 439</b>	<b>20 760</b>	<b>309 662</b>	<b>298 631</b>	<b>286 935</b>

(1) suppression en 2017  
(2) changement de libellé en 2017  
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>4 281</b>	<b>73 806</b>	<b>73 148</b>	<b>73 145</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>226</b>	<b>4 112</b>	<b>3 857</b>	<b>3 857</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>758</b>	<b>45 667</b>	<b>43 231</b>	<b>43 231</b>
Impôt sur les sociétés	743	44 650	42 311	42 311
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	15	1 016	920	920
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>379</b>	<b>12 391</b>	<b>12 148</b>	<b>12 148</b>
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	73	943	584	584
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	119	3 579	3 410	3 410
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	126	4 939	4 945	4 945
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	77	93	93
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	16	5	5
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	13	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	26	24	24
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	66	74	74
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	286	187	187
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	3	3	3
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	6	12	12
Recettes diverses	52	2 436	2 765	2 765
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 381</b>	<b>9 945</b>	<b>14 470</b>	<b>14 491</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>17 330</b>	<b>187 823</b>	<b>180 381</b>	<b>180 255</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>2 222</b>	<b>29 041</b>	<b>22 767</b>	<b>22 240</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	29	413	414	414
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	157	142	142
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	17	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	157	2 066	1 596	1 596



	Mois	Cumul à fin novembre		
	Novembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	763	9 783	9 519	9 519
Contribution de sécurité immobilière	60	639	572	572
Autres conventions et actes civils	38	434	491	491
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	38	394	350	350
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	174	160	160
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	16	197	232	232
Timbre unique	44	338	180	180
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	440	9 042	3 705	3 178
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	35	49	49
Taxe générale sur les activités polluantes	166	189	198	198
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	175	291	291
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	3	3
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	38	47	47
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	47	48	48
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	176	1 935	1 829	1 829
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	74	714	694	694
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	37	397	394	394
Prélèvement sur les paris sportifs	35	271	256	256
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	51	53	53
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	73	645	631	631
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Autres taxes	29	256	260	260
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>26 576</b>	<b>362 785</b>	<b>350 003</b>	<b>349 367</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>18 825</b>	<b>266 820</b>	<b>253 733</b>	<b>253 097</b>



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2017	2016 retraité	2016 exécuté
	Novembre			
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>395</b>	<b>4 753</b>	<b>2 081</b>	<b>2 081</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	145	3 017	328	328
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	328	179	179
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	249	1 408	1 573	1 573
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>161</b>	<b>1 382</b>	<b>2 120</b>	<b>2 120</b>
Revenus du domaine public non militaire	7	101	178	178
Autres revenus du domaine public	2	133	136	136
Revenus du domaine privé	0	1	50	50
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	86	284	828	828
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	67	853	755	755
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	161	161
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	10	12	12
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>83</b>	<b>970</b>	<b>970</b>	<b>970</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	39	328	380	380
Autres frais d'assiette et de recouvrement	42	569	527	527
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	60	48	48
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	4	4
Autres recettes diverses	1	11	11	11
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>11</b>	<b>329</b>	<b>767</b>	<b>767</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	4	74	566	566
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	5	7	7
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	4	16	18	18
Intérêts des autres prêts et avances	0	60	36	36
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	145	112	112
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	23	19	19



	Mois	Cumul à fin novembre		
		2017	2016 retraité	2016 exécuté
	unité : million d'€.	Novembre		
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>351</b>	<b>1 108</b>	<b>1 777</b>	<b>1 777</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	269	976	976
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	78	19	19
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	9	12	12
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	345	687	694	694
Frais de poursuite	1	8	9	9
Frais de justice et d'instance	1	10	11	11
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	11	11
<b>Divers (F)</b>	<b>234</b>	<b>1 404</b>	<b>1 498</b>	<b>1 498</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	229	286	286
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	19	206	175	175
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	6	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	7	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	3	26	50	50
Recouvrements après admission en non-valeur	12	125	127	127
Divers versements de l'Union européenne	0	13	17	17
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	17	19	19
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	28	19	19
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	2	2	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	100	268	175	175
Produits divers	68	325	420	420
Autres produits divers	23	132	168	168
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>1 235</b>	<b>9 947</b>	<b>9 214</b>	<b>9 214</b>

(1) changement de libellé en 2017



	Mois		Cumul à fin novembre	
	Novembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-4 691</b>	<b>-40 578</b>	<b>-43 623</b>	<b>-43 654</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 252	-28 619	-31 084	-31 115
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-8	-9	-9
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-6	-44	-61	-61
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 509	-4 456	-5 057	-5 057
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-130	-1 898	-1 552	-1 552
<b>Dotation</b> élu local	0	-65	-64	-64
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-27	-44	-44
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-501	-476	-476
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-246	-2 866	-3 050	-3 050
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-37	-504	-560	-560
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-3	-48	-155	-155
<b>Dotation</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
<b>Dotation</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-76	-83	-83
<b>Dotation</b> exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (1)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	-7	-7
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-389	-428	-428
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-1 477</b>	<b>-16 057</b>	<b>-17 000</b>	<b>-17 000</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-6 168</b>	<b>-56 635</b>	<b>-60 623</b>	<b>-60 654</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	267	3 466	3 166	3 166
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	93	266	201	201
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>360</b>	<b>3 733</b>	<b>3 367</b>	<b>3 367</b>





unité : million d'€.

	Mois de novembre		Cumul à fin novembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>5 530</b>	<b>6 304</b>	<b>70 168</b>	<b>59 570</b>	<b>72 654</b>	<b>62 121</b>	<b>2 486</b>	<b>2 551</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	18	30	231	207	316	242	86	36
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	65	172	841	782	1 507	1 330	667	548
Développement agricole et rural	14	5	124	122	130	129	6	7
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	35	31	317	318	347	345	30	28
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	3	1 435	1 396	1 594	1 543	159	147
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	55	105	303	424	402	411	98	-13
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	5	1 214	8 418	1 330	7 706	1 836	-712	506
Pensions	4 672	4 632	52 049	51 491	53 963	52 240	1 914	750
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	19	358	19	-42	0
Transition énergétique	666	112	6 050	3 480	6 148	3 792	98	312
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>9 511</b>	<b>9 075</b>	<b>111 270</b>	<b>108 960</b>	<b>95 820</b>	<b>93 806</b>	<b>-15 450</b>	<b>-15 155</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	363	21	14 129	13 242	5 484	143	-8 645	-13 098
Avances à l'audiovisuel public	328	1 072	3 603	3 545	2 922	3 236	-681	-309
Avances aux collectivités territoriales	8 541	7 963	93 063	91 428	86 910	89 878	-6 153	-1 549
Prêts à des Etats étrangers	280	13	474	745	334	511	-141	-234
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	7	0	1	170	37	169	36
<b>Comptes de commerce</b>	<b>1 730</b>	<b>300</b>	<b>47 464</b>	<b>47 150</b>	<b>50 408</b>	<b>46 319</b>	<b>2 944</b>	<b>-831</b>
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	60	17	551	439	563	570	12	131
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	15	150	145	154	148	4	3
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1 902	2 640	1 902	2 640	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	91	23	538	531	583	583	45	52
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1 471	186	43 760	43 333	42 516	42 278	-1 245	-1 055
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	6	1	8	8	2	7
Opérations commerciales des domaines	4	7	39	38	68	68	29	29
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	23	23	12	24	-11	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	86	50	494	0	4 602	0	4 108	0
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>447</b>	<b>364</b>	<b>1 795</b>	<b>11 162</b>	<b>1 535</b>	<b>917</b>	<b>-260</b>	<b>-10 244</b>
Emission des monnaies métalliques	15	3	150	143	225	243	75	100
Opérations avec le Fonds Monétaire International	431	361	1 582	11 004	1 283	655	-300	-10 349
Pertes et bénéfices de change	0	0	63	15	28	19	-35	4
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>17 217</b>	<b>16 044</b>	<b>230 697</b>	<b>226 842</b>	<b>220 417</b>	<b>203 163</b>	<b>-10 279</b>	<b>-23 679</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>16 786</b>	<b>15 683</b>	<b>229 114</b>	<b>215 838</b>	<b>219 135</b>	<b>202 508</b>	<b>-9 980</b>	<b>-13 331</b>

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	35	480
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	270	557
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>742</b>	<b>305</b>	<b>1 047</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 866	888	2 754
	Départements	5 232	869	6 102
	Communes	23 185	878	24 063
	HLM	567	-176	392
	Autres	22 134	1 159	23 293
	<b>Total CEPL</b>	<b>52 984</b>	<b>3 619</b>	<b>56 604</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 010</b>	<b>-198</b>	<b>4 811</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	2 056	12 748
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	1 122	4 896
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	1 628	4 446
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	695	1 556
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>18 146</b>	<b>5 501</b>	<b>23 647</b>
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>6 124</b>	<b>2 506</b>	<b>8 630</b>	
<b>Union européenne</b>	<b>3 786</b>	<b>1 825</b>	<b>5 611</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	52	10	61	
GIP	662	289	951	
EPL	2 305	373	2 678	
Autres correspondants	12 464	-5 782	6 682	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>15 525</b>	<b>-5 151</b>	<b>10 373</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>102 316</b>	<b>8 406</b>	<b>110 722</b>	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	10	19
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>19</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>102 325</b>	<b>8 416</b>	<b>110 741</b>
Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>102 324</b>	<b>8 416</b>	<b>110 741</b>



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin novembre 2017
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 620 619</b>	<b>68 636</b>	<b>1 689 256</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 486 694</b>	<b>67 784</b>	<b>1 554 479</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	103 284	1 554 479
<i>dont - taux fixe</i>	1 251 637	103 429	1 355 066
<i>- taux variable</i>	180 172	1 486	181 658
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont - taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>133 925</b>	<b>852</b>	<b>134 777</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	852	134 777
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 135</b>	<b>-292</b>	<b>6 842</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 627 754</b>	<b>68 344</b>	<b>1 696 098</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **Dette financière de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.